

# Russie-Cuba : des relations conjoncturelles mais mutuellement essentielles

Par **Michaël Levystone**, cofondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

**Photo ci-dessus** : Scène de rue à La Havane en janvier 2026. Alors que Cuba subit le blocus imposé par les États-Unis sur l'approvisionnement en carburant de l'île, le pétrolier russe *Anatoly Kolodkin*, transportant 730 000 barils de brut, a pu rejoindre le port de Matanzas le 31 mars 2026, offrant à l'île communiste sa première cargaison de brut depuis presque trois mois. Face à la crise économique qui touche l'île, la Russie a déclaré qu'elle s'engageait à continuer à fournir du pétrole brut à Cuba. (© Shutterstock)

Les relations entre Moscou et La Havane se sont développées en trois phases : une dynamique ascendante, de la révolution cubaine de 1959 à la *perestroïka*, engagée en 1985 ; un déclin relatif tout au long de la décennie 1990 ; et une relance progressive au tournant du siècle, sur fond d'une montée continue des tensions russo-occidentales. Variable majeure d'ajustement, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, en janvier 2025, fait de Cuba l'objet d'une lutte d'influence russo-américaine, à plus forte raison depuis la destitution foudroyante de Nicolás Maduro, au pouvoir au Venezuela depuis 2013, en janvier 2026.

## Un tempo dicté par les priorités géopolitiques de Moscou

La prise du pouvoir, à La Havane, par les forces castristes en 1959 a fourni à l'URSS, en pleine guerre froide avec les États-Unis, l'opportunité de diffuser l'idéologie communiste dans la zone d'influence de son rival, tout en soumettant ce dernier à une pression stratégique directe. C'est bien ce à quoi s'employa Nikita Khrouchtchev (1894-1971), au pouvoir de 1953 à 1964, lorsqu'il décida d'acheminer sur l'île caribéenne des missiles nucléaires en octobre 1962, conduisant le président américain John Kennedy (1917-1963), au pouvoir de 1961 à sa mort, à mettre immédiatement le holà. Si Moscou recula sur les missiles, il demeura un partenaire politique et économique proche de

Cuba, placée sous embargo américain en février 1962. Les choses changèrent à partir de 1985 : la *perestroïka* réduisit la voilure, mouvement confirmé, consécutivement à la chute de l'URSS en 1991, par la politique étrangère conduite par Andreï Kozyrev (1990-1996), ministre russe des Affaires étrangères de 1990 à 1996, et fortement tournée vers le monde occidental. Une impulsion nouvelle, à Moscou, fut donnée en faveur de Cuba par son successeur, Evgueni Primakov (1996-1998), en fonction de 1996 à sa mort, adepte d'une diplomatie diversifiée et désidéologisée (1). La montée ininterrompue des tensions russo-américaines, sur fond de « révolutions de couleur » dans l'« étranger proche » de la Russie (2003-2005), de la guerre russo-géorgienne (2008) et de l'annexion russe de la Crimée (2014), fut alors un prélude au net regain d'intérêt russe pour Cuba — de même que pour les autres régimes latino-américains hostiles à Washington (Nicaragua, Venezuela). Ainsi, la visite officielle de Vladimir Poutine, président depuis 2012, à La Havane, le 11 juillet 2014, à la veille de laquelle la dette cubaine héritée de la période soviétique fut annulée à 90 %, ouvrit la voie à des coopérations plus ambitieuses : densification des échanges commerciaux, passés de 163 millions de dollars en 2014 à 387 millions en 2018, puis à 450 millions en 2022 ; renforcement des investissements russes dans des projets d'infrastructures à Cuba, avec, notamment, 100 millions de dollars de capitaux alloués en 2017 à la modernisation de l'aciérie

Antillana de Acero ; tractations en coulisses en vue d'obtenir la réouverture de la base de renseignement de Lourdes (2).

En parallèle, les présidents cubains se firent plus présents en Russie, qu'il s'agisse de Raúl Castro (2008-2018), lors de sa visite en 2016, ou de Miguel Díaz-Canel (depuis 2018), pour qui Moscou constitue, depuis le déclenchement des hostilités en Ukraine en février 2022, la destination étrangère la plus fréquente, avec des déplacements en novembre 2022, en 2024 et en 2025.

## Cuba, un ami doublement précieux dans le contexte de la guerre en Ukraine

Fortement déclinantes depuis la décennie 1990, les livraisons d'armements de Moscou à La Havane ont fini par céder la place à une autre forme de coopération militaire russo-cubaine : la projection des forces navales russes en mer des Caraïbes. La crise russo-ukrainienne de 2014 a fourni à cette collaboration — qui suppose l'assentiment des autorités cubaines à l'accostage de navires de guerre russes sur leur île — un cadre favorable, dont le basculement, en 2022, dans une guerre d'invasion à grande échelle n'a fait que confirmer la pertinence aux yeux des stratèges russes. Ceux-ci n'ont assurément pas boudé leur plaisir à faire d'une île située à seulement 170 kilomètres des côtes floridiennes le champ d'application concret d'une

« réciprocité symbolique » adressée par la Russie aux États-Unis. Sous-tendue par la doctrine Primakov, cette stratégie consiste à défier la puissance américaine jusque dans son pré carré stratégique (l'« étranger lointain », vu de Moscou), en réponse au soutien politique et militaire que Washington accorde aux adversaires de la Russie — en l'occurrence l'Ukraine — dans son propre voisinage (« étranger proche »). Elle s'est matérialisée durant l'été 2024 lorsque, en réponse au feu vert donné par l'OTAN à l'Ukraine pour l'utilisation de missiles à longue portée contre des cibles situées en Russie, Moscou a envoyé en mer des Caraïbes une frégate lance-missiles, l'*Amiral Gorchkov*, et un sous-marin nucléaire d'attaque, le *Kazan*, qui ont chacun fait escale à Cuba.

L'autre utilité que les Russes prêtent à La Havane dans le contexte de leur « opération militaire spéciale » est plus directement liée à l'enlèvement actuel de leur armée en Ukraine : l'envoi de combattants cubains pour lui prêter main-forte. Ils auraient été 5 000 à guerroyer en Ukraine en 2025 (3), acheminés selon deux filières parallèles d'enrôlement : l'une, qui concernerait 60 % d'entre eux, relèverait de la contrainte ; l'autre serait volontaire, et concernerait les 40 % restants, motivés par des raisons financières — le salaire proposé étant plus de cent fois supérieur au revenu mensuel moyen à Cuba — et/ou par des considérations idéologiques, au premier rang desquelles la haine vouée par les communistes cubains aux « nazis » (4). Cuba, qui n'en est pourtant pas à son coup d'essai en matière de projection de combattants à l'étranger — pour avoir déjà dépêché, par le passé, des mercenaires en Angola, en Éthiopie, au Nicaragua et au Vénézuéla —, n'assume cependant pas, à la différence de la Corée du Nord à Koursk, appuyer l'effort de guerre russe en Ukraine. L'abstention pratiquée par ses diplomates à l'ONU ne trompera toutefois personne, tant se dégage un évident biais prorusse des positions prises, ne serait-ce qu'en 2024, par le représentant permanent de Cuba auprès des Nations Unies, Pedro Luis Pedroso Cuesta, mais aussi par le président Díaz-Canel, en marge des célébrations du 9 mai dernier sur la place Rouge.

## La Russie, un garant crédible de la stabilité du régime cubain ?

Depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, Cuba subit une pression économique sans précédent de la part des États-Unis. En inscrivant l'île sur la liste des États soutenant le terrorisme, Washington restreint son accès au système financier international (5) ; en évinçant Nicolás Maduro de la présidence vénézuélienne, il coupe Cuba de son principal fournisseur de pétrole (60 % de ses importations d'or noir), une carence que le Mexique est invité à ne pas compenser (6). Aggraver la délicate conjoncture économique de Cuba, où 88 % des habitants vivent dans la pauvreté (7), est le pari fait par Washington pour provoquer un changement de régime à La Havane. Symptôme de l'asphyxie énergétique subie par l'île, le

*black-out* qui s'y est produit le 16 mars 2026 constitue le signe avant-coureur d'une possible montée du sentiment protestataire : en mars 2024, déjà, les coupures de courant, conjuguées aux pénuries alimentaires, avaient jeté des centaines de citoyens mécontents dans les rues de Santiago de Cuba, deuxième ville du pays.

En dépêchant deux pétroliers vers Cuba (8) en mars 2026, la Russie a revêtu le costume de sauveur providentiel de son partenaire insulaire. Susceptible d'offrir, au mieux, une réponse très transitoire à l'équation énergétique posée par Washington à La Havane, cette « aide humanitaire » redonne à la Russie une pertinence géopolitique dont ses alliés pouvaient douter, compte tenu de la passivité dont elle a récemment fait preuve face aux coups de force successifs de l'administration Trump au Vénézuéla et en Iran. En se portant ainsi au secours de Cuba, la Russie démontre en effet une capacité intacte à braver les interdictions américaines, des menaces de taxes douanières adressées par l'administration Trump aux États qui seraient tentés de livrer de l'or noir à Cuba (9) jusqu'à son approche exclusiviste du sous-continent américain, foncièrement hostile aux puissances « extra-hémisphériques » (10). Le fait que la Russie se limite à envoyer des navires civils — dont certains sous pavillon non russe — dans les Caraïbes, toujours sous surveillance de l'« armada » américaine, tempère néanmoins notablement l'esprit de bravade dont Moscou pourrait vouloir se prévaloir dans cette partie du monde.

Sans peser lourd dans le commerce extérieur russe — au sein duquel l'Amérique latine occupe elle-même une place marginale —, Cuba concentre des intérêts militaires, stratégiques et géopolitiques de premier ordre pour le Kremlin. Le renversement de son régime, auquel Donald Trump tient fermement depuis sa précédente intervention au Vénézuéla, porterait un coup certain à l'action menée par la Russie en faveur d'une multipolarisation de l'ordre mondial. Membre associé des BRICS+ depuis 2025, Cuba joue assurément un rôle intéressant dans ce dispositif. Le régime communiste de La Havane a en effet ceci de précieux pour la Russie — puissance nationaliste aux antipodes de Cuba sur le plan idéologique — qu'il peut, au-delà la seule Amérique latine, lui servir de relais d'influence auprès d'autres régimes d'extrême gauche du « Sud global ».

Michaël Levystone

### Notes

- (1) Galina Topkasova, « [La Russie et Cuba : perspectives de coopération] », Conseil russe des Affaires internationales (RSM), 15 mai 2024 (<https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/columns/sandbox/rossiya-i-kuba-perspektivy-sotrudnichestva/>).
- (2) Fermé par Vladimir Poutine en 2002, dans une logique de main tendue vis-à-vis des États-Unis, ce complexe avait permis aux Soviétiques d'espionner la majeure partie du golfe du Mexique durant la guerre froide. Kimberly Marten, « Russian Military and Economic Interests and Influence in Latin America and the Caribbean: Threats, Limits, and U.S. Policy Recommendations », témoignage devant la Commission des Affaires étrangères, Chambre des représentants des États-Unis, 20 juillet 2022 (<https://docs.house.gov/meetings/FA/FA07/20220720/115002/HHRG-117-FA07-Wstate-MartenK-20220720.pdf>).
- (3) Valeriya Yegoshyna et al., « Russia Turns To Cuban Recruits As It Struggles With Conscription, RFE/RL Reveals », *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 19 février 2025 (<https://www.rferl.org/a/russia-cuban-recruits-fighters-ukraine-mercenaries/33315782.html>).
- (4) Carolina Barrero, *Cuba in the War in Ukraine: Evidence of Mass Recruitment of Combatants for Russia*, Friedrich Naumann Foundation for Freedom, novembre 2025, p. 7-8 (<https://shop.freiheit.org/#/Publikation/2024>).
- (5) Kseniâ Potrošilina, « [Peskov a déclaré que la Russie était prête à aider Cuba] », *RBK*, 17 mars 2026 (<https://www.rbc.ru/rbcfreenews/69b9266a9a7947621151889f>).
- (6) Armando Chaguaceda, Cesar E. Santos, « Cuba's Woes Threaten the Kremlin's Authoritarian International », Center for European Policy Analysis (CEPA), 19 février 2026 (<https://cepa.org/article/cubas-woes-threaten-the-kremlins-authoritarian-international/>) ; *The Guardian*, « Russian Oil Tanker Heading to Cuba Amid US Economic Blockade », 19 mars 2026 (<https://www.theguardian.com/world/2026/mar/19/cuba-us-economic-blockade-trump-russian-oil-tanker>) ; Kseniâ Potrošilina, *op. cit.*
- (7) Galina Topkasova, *op. cit.*
- (8) Nommement : l'*Anatoli Kolodkine* et le *Sea Horse*. « [Financial Times : La Russie a envoyé deux tankers chargés de pétrole et de gaz à Cuba] », *Radio Svoboda*, 18 mars 2026 (<https://www.svoboda.org/a/ft-rossiya-napravila-kube-dva-tankera-s-neftju-i-gazom/33710068.html>).
- (9) *Executive Order 14380*, signé par Donald Trump le 29 janvier 2026.
- (10) Version renouvelée de la Stratégie de sécurité nationale, publiée le 5 décembre 2025.



**Photo ci-contre :** Alors que le site d'information américain Axios a révélé que Cuba aurait acquis plus de 300 drones militaires depuis 2023 auprès de la Russie et de l'Iran, et que La Havane a dénoncé ces « mensonges », Washington soupçonne Cuba de chercher à en obtenir davantage. (© Shutterstock)